

Votre région | Politique & Territoires

NORD-ISÈRE | AIN

Projet d'EPR2 : le débat est clos, des questions persistent

Marie Rostang



EDF et l'État envisagent de construire deux nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR2 à proximité de la centrale de Bugey. Photo Le DL Vincent Ollivier

Après des mois de débats publics autour du projet de deux nouveaux réacteurs nucléaires près de la centrale de Bugey, la Commission du débat public, qui a encadré les rencontres, a rendu son bilan. Et pose encore de nombreuses questions à EDF.

EDF souhaite construire [deux réacteurs nucléaires de type EPR 2 à proximité de la centrale de Bugey](#), au bord du Rhône. Ce projet a donné lieu à une série de réunions publiques, débats et ateliers avec les habitants du territoire, portés par une instance indépendante : la CNDP, pour Commission nationale du débat public.

Après des mois de consultations, la CNDP rendait ce mardi 15 juillet ses conclusions. Des conclusions qui n'ont qu'une valeur consultative, EDF n'étant pas obligé de modifier quoi que ce soit dans son projet. De plus, la CNDP n'a pas à dire s'il est opportun ou déraisonnable de construire deux EPR2 près de Bugey. Elle n'émet que des questions et recommandations et permet surtout au public d'avoir accès plus facilement aux informations.

• 1. Les questions liées au territoire

« EDF va devoir clarifier ses besoins en emploi sur le territoire, notait donc David Chevallier, président de la Commission pour ce projet. Des inquiétudes notables se sont également fait entendre sur l'ampleur du chantier et ses conséquences pour le territoire. [Le pont de Loyettes pourra-t-il absorber les flux ?](#) Beaucoup de participants ont évoqué le besoin d'un nouveau pont sur le Rhône entre Isère et Ain. La capacité du territoire à loger les acteurs du chantier est aussi un sujet d'inquiétude. Le partage des retombées fiscales entre les trois départements devra aussi être précisé, ainsi que la façon dont les activités touristiques et agricoles seront protégées. »

• 2. L'eau du Rhône

[La question de l'état du Rhône dans les 100 prochaines années](#) , sa température, son débit, a beaucoup alimenté les débats et manquent de clarté pour la commission. La CNDP note aussi qu'il faut que l'État précise davantage comment doit s'organiser le partage de l'eau sur ce fleuve déjà très sollicité. « Il faudra aussi plus de précision sur les accords internationaux entre la France et la Suisse concernant le Rhône et sur la nature des rejets autorisés pour la centrale. »

• 3. Les coûts

« Sur ce sujet, nous avons obtenu qu'EDF réactualise ses coûts durant la période de débats publics, expliquait David Chevallier. Pour l'ensemble des six EPR [dont deux à Bugey, NDLR], EDF a pu préciser qu'on était passé de 51 milliards d'euros à 67,4 milliards d'euros. » Il faudra cependant attendre fin 2025 pour connaître l'évaluation finale des coûts. Le mode de financement reste encore extrêmement vague. La principale remarque de la commission consiste donc surtout à demander que le public soit régulièrement informé de l'évolution du montage financier.

• 4. La sécurité

Au-delà des incertitudes sur l'approvisionnement en uranium, la gestion des déchets nucléaires et les risques liés à la géopolitique, qui ne sont pas liés qu'à Bugey, une chose est ressortie nettement des débats. En dehors du périmètre de 20 km autour de Bugey, les habitants ne sont pas au courant des mesures à mettre en place en cas d'accident nucléaire. Chose qu'EDF doit améliorer.

Nombre de questions qui se posaient avant ce cycle de débats restent de mise aujourd'hui. EDF a trois mois pour répondre. Puis annoncera sa décision finale fin 2026.